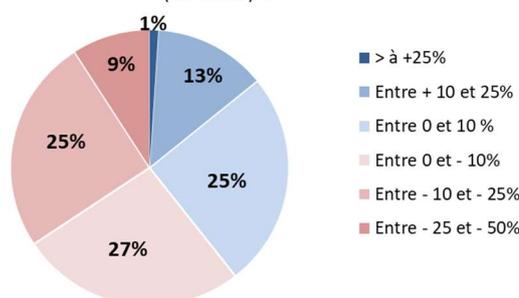


# Observatoire économique Crise COVID-19

Cette note analyse les réponses de **99 dirigeants d'entreprises, membres élus des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**, à une enquête sur les conséquences économiques de la crise Covid-19. 39 dirigent une entreprise industrielle, 29 sont des prestataires de services et 31 des commerçants. L'enquête a été menée du **1<sup>er</sup> au 12 octobre 2020**.

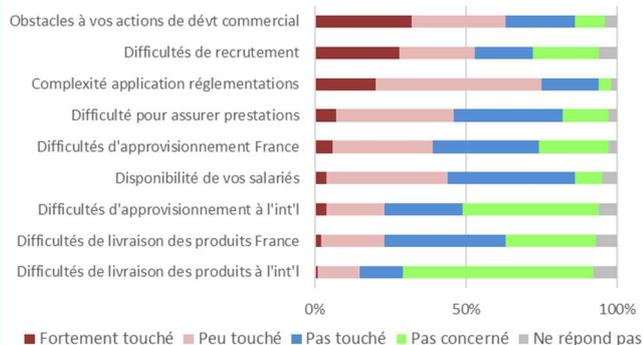
En septembre, **39 % des chefs d'entreprise du panel ont réalisé une progression de leur chiffre d'affaires sur un an**, dont 14 % avec une variation supérieure à 10 %. C'est un bilan plus favorable que le dernier qui avait été réalisé pour le mois de juin. La **situation demeure néanmoins très hétérogène** puisque six répondants sur dix sont encore dans une situation de recul de leur activité, dont un tiers avec une variation au-delà de -10 %. Les activités tertiaires sont mieux orientées que l'industrie, même si, dans le commerce, une part des entreprises est toujours en fort recul. 75 % des répondants qualifient leur activité de normale, 4 % de sur-activité et **21 % se disent en activité réduite**.

Quelle est la variation de votre CA pour septembre (sur un an) ?



CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

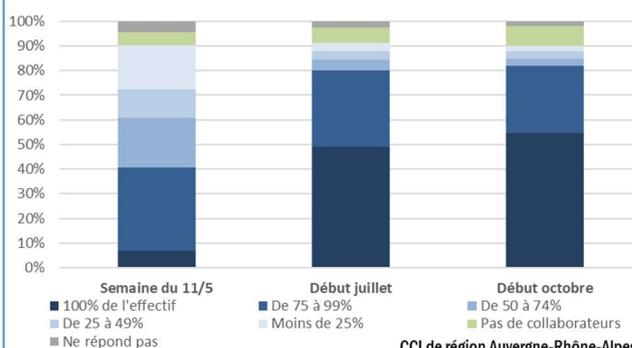
Etes-vous touché par les freins/obstacles suivants liés à la crise Covid-19 (répartition des réponses) ?



64 % des répondants considèrent néanmoins que le protocole sanitaire que leur entreprise doit respecter est nécessaire pour protéger leurs salariés/clients. 15 % considèrent qu'il pourrait être allégé/optimisé sans compromettre cette protection : est notamment évoquée l'obligation du port du masque lorsque les salariés sont isolés. Début octobre, les **collaborateurs travaillent largement en présentiel**. Pour plus de la moitié des répondants, la totalité de l'effectif est en présentiel et pour un quart il est présent à plus de 75 %. Ce niveau de travail en présentiel est un peu supérieur à celui de début juillet. Les problèmes de disponibilité des salariés semblent contenus : 4 % seulement des répondants se disent fortement touchés par cette situation.

La **difficulté de réaliser son développement commercial** reste un frein rencontré fréquemment par les entreprises, notamment dans l'industrie. Des répondants soulignent les problèmes rencontrés pour se déplacer à l'international. Malgré la situation dégradée de l'emploi, **les difficultés de recrutement touchent fortement près d'un tiers des entreprises, notamment dans les services et l'industrie**. La situation pour les livraisons s'est améliorée par rapport à juin. Alors que les protocoles sanitaires se sont durcis ces dernières semaines du fait de la résurgence des cas de Covid-19, les entreprises se disent plus fréquemment freinées par la **complexité d'application de la réglementation**. C'est dans les services que cette situation est la plus fréquente.

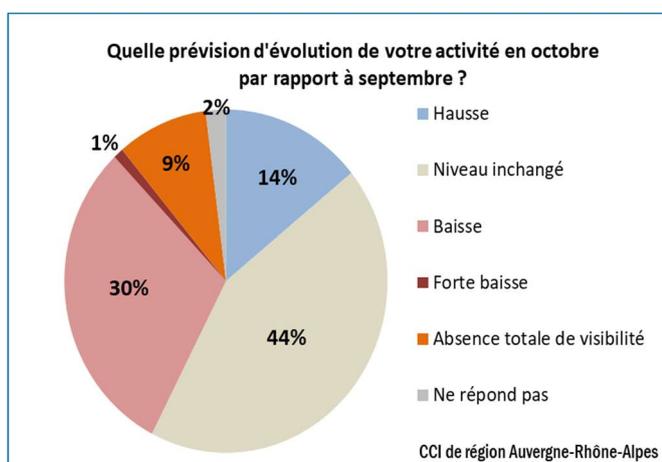
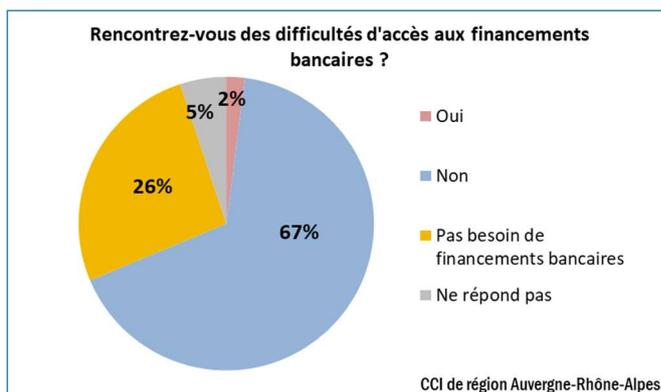
Part des salariés présents sur site (répartition des entreprises en %)



CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes



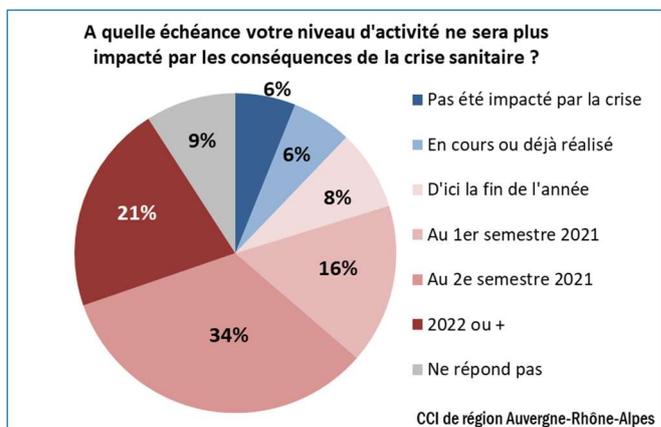
Près d'un quart des répondants disent connaître une situation de trésorerie difficile, une proportion en repli de quelques points par rapport à la situation de juillet. Quand il y a difficultés, la première cause reste l'insuffisance de chiffre d'affaires, mais en recul par rapport à la situation de juillet. **L'allongement des délais de règlement et les impayés sont en revanche des causes de difficultés qui continuent de progresser.** Dans ce contexte, les entreprises font toujours très peu état de difficultés d'accès aux financements bancaires. Deux tiers des chefs d'entreprises interrogés ont besoin de ces financements et les obtiennent sans difficulté. **Un gros quart des répondants dit ne pas avoir de besoins de financement, une part en hausse par rapport à juillet.**



Dans le contexte de remontée de l'inquiétude sur la situation sanitaire, les perspectives d'activité pour octobre sont mitigées. La plus grande part des entreprises s'attend à une situation inchangée par rapport à septembre, notamment dans les services. Pour les autres, la tendance à la baisse (31 % des répondants) l'emporte sur la tendance à la hausse (14 %). Les commerces semblent les moins optimistes et l'industrie un peu mieux orientée. On note que près d'un répondant sur dix ne peut se prononcer sur l'évolution de son activité à très court terme, en raison d'une absence totale de visibilité.

Les perspectives de sortie de crise sont décalées dans le temps.

En juillet, 40 % des répondants disaient ne pas avoir été touchés par la crise ou prévoient d'en sortir d'ici la fin de l'année. Cette proportion n'est plus que de 20 % début octobre. **La plus grande part des entreprises s'attend maintenant à être impactée par les effets de la crise sanitaire jusqu'au 2<sup>e</sup> semestre 2021** : 34 % des répondants (+ 18 points par rapport à juillet). La proportion est la plus élevée dans le commerce. De même, la part des entreprises qui considèrent que la sortie de crise est pour 2022, voire plus tard, est en progression : 21 % contre 10 % en juillet, avec une part plus élevée dans l'industrie. Les répondants qui semblent manquer de visibilité sont aussi plus nombreux.



Dans ce contexte, les chefs d'entreprise ont été amenés à s'exprimer sur leur perception du Plan de relance présenté à la rentrée par le Gouvernement. **Une large majorité des répondants (près de deux sur trois) porte une appréciation favorable sur les mesures annoncées.** Près d'un quart ne s'exprime pas ou dit manquer d'éléments d'information pour se prononcer.

Dans des commentaires spontanés exprimés dans l'enquête, des chefs d'entreprise déplorent toujours des retards dans le lancement de projets par les donneurs d'ordre, certains évoquant les délais liés aux élections de juin dernier. Des répondants alertent aussi sur le traitement médiatique de la situation sanitaire qui conduit à une diffusion inutile d'un sentiment de sinistrose.

*La CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes remercie les membres élus des CCI pour le temps consacré à l'enquête alors qu'ils sont mobilisés pour permettre à leur entreprise de faire face à la situation et qu'ils sont engagés auprès du tissu d'entreprises de leur territoire.*